

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et messieurs les membres du CTSD

Force Ouvrière souhaite tout d'abord apporter son soutien à l'ensemble des personnels soignants, en premier lieu, mais aussi à tous les fonctionnaires et à tous les salariés qui continuent d'assurer les transports, l'alimentation, le courrier, le ramassage des ordures ménagères, la liste n'étant pas exhaustive. Dans cette situation de crise sanitaire majeure, alors qu'ils ont souvent été mis en danger par le manque d'équipements de protection, cet hommage s'adresse évidemment à tous nos collègues enseignants du 1^{er} et du 2nd degrés, administratifs et AESH qui se sont portés volontaires pour accueillir les enfants des personnels soignants et indispensables à la gestion de la crise sanitaire.

Nous sommes au regret de constater que cet hommage n'est pas partagé par notre administration qui, malgré ce contexte anxiogène, a maintenu et accéléré les prélèvements sur salaire pour jours de grève. Certains de nos collègues se sont ainsi vu retirer jusqu'à 10 journées sur la paye du mois de mars. Cela est inadmissible. FO, signataire d'une adresse intersyndicale au Recteur, réclame la restitution des sommes prélevées.

Alors que ces personnels font face à une crise sanitaire sans précédent, tout en assurant leurs missions de continuité pédagogique et/ou d'accueil des enfants de personnels soignants, sans protection, sans suivi médical ni dépistage malgré les demandes répétées de notre fédération, l'Administration entend poursuivre la tenue de « réunions » comme si de rien n'était et imposer ses décisions de carte scolaire.

Malgré toute la bonne volonté des enseignants et leur dévouement, nombre d'élèves sont aujourd'hui en décrochage scolaire par manque de moyens matériels ou d'aide dans leur famille. C'est donc une dotation exceptionnelle qu'il faudrait pour l'an prochain. Une dotation massive pour créer les postes nécessaires, permettant de reconstituer les Rased avec des maîtres spécialisés et des psychologues scolaires, de diminuer le nombre d'élèves par classe pour que les enseignants puissent faire rattraper à leurs élèves tout ce qui aura été perdu cette année.

Mais malgré les annonces du Ministre de l'Education nationale, la dotation supplémentaire de +25 postes que nous a présentée le Recteur et la déclinaison départementale de +11 postes que vous nous proposez aujourd'hui Monsieur l'Inspecteur d'Académie, ne répond en rien aux besoins des personnels et donc des élèves.

**FORCE OUVRIERE ne peut accepter les fermetures et les suppressions de postes dans notre département !
Ce sont des ouvertures qu'il faut !**

133 suppressions de poste au lieu de 178, en quoi serait-ce un signe encourageant ? En quoi serait-ce une « mesure favorable » pour notre département ? En quoi est-ce que cela pourrait « réparer » la situation dramatique que nous vivons où des élèves sans difficulté rament et d'autres abandonnent ?

Comment admettre qu'il ne soit pas répondu aux besoins en postes de remplaçants ? Qu'aucune amélioration des décharges de direction ne soit prévue, de même que rien n'est prévu pour restaurer l'Aide administrative à la Direction d'école ?

La situation que nous vivons démontre que la logique des économies budgétaires et des suppressions de poste, auquel le gouvernement Macron a largement contribué, a conduit à ce que les hôpitaux ne puissent faire face à l'afflux de malades aujourd'hui. Le Président de la République a lui-même reconnu que, dans le contexte actuel, il fallait « changer de logiciel ».

Et que dire de l'école ? Le ministre de l'Education nationale a déclaré le vendredi 27 mars dans une interview télévisée qu'étant donné les circonstances actuelles « nous revoyons les opérations d'ouvertures et de fermetures de classes », « il n'y aura aucune fermeture de classe en milieu rural sans l'accord du maire » et qu'il fallait « reconsidérer l'équilibre ouvertures/fermetures en milieu urbain ». Nous prenons acte mais cela ne suffira pas !

Pour FO, la situation créée par le confinement exige l'arrêt immédiat des suppressions de postes et la création massive des postes nécessaires. Aucune suppression de postes ne peut avoir lieu dans la situation que nous vivons, avec ou sans l'accord des collectivités territoriales !

Assez de paroles, nous voulons des actes !

Et les moyens existent : 300 milliards ont été octroyés aux banques le 19 mars, alors que 2 seulement ont été octroyés aux hôpitaux et quelques postes, une aumône, à l'éducation nationale !

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, il n'est pas trop tard pour répondre favorablement à la demande intersyndicale d'un moratoire sur les opérations actuelles de carte scolaire.

La préparation de la rentrée ne doit pas se faire dans la précipitation, alors que les écoles sont toujours fermées et les inscriptions ne sont pas assurées par les mairies dont les conseils municipaux ne sont pas installés avec la suspension des élections.

Il est sage de se ménager des conditions normales pour discuter des mesures de carte scolaire proposées. La dotation budgétaire du ministère au regard des besoins était déjà insuffisante avant la crise. Elle le sera encore plus après.

Pour FO, il s'agit à présent de décréter l'urgence scolaire !

Je vous remercie de votre attention.